

TABLE DES MATIERES

PREFACE	17
AVANT-PROPOS	21
INTRODUCTION - RAPPEL HISTORIQUE DU DROIT DE L'URBANISME	27
CHAPITRE 1 - LES PLANS, PROGRAMMES ET REGLEMENTS A RESPECTER	31
A. LE SCHEMA DE DEVELOPPEMENT DE L'ESPACE REGIONAL.....	31
1. <i>La force juridique du SDER et les dérogations</i>	31
a. La différence entre un plan d'aménagement et un schéma de développement.....	31
b. La situation du SDER.....	33
2. <i>Le contenu du SDER</i>	34
3. <i>La procédure d'adoption et de révision du SDER</i>	36
a. Elaboration de l'avant-projet de SDER.....	36
b. Adoption provisoire du projet de SDER	36
c. Enquête publique	36
d. Enquête administrative	38
e. Adoption définitive du SDER	39
f. Déclaration environnementale.....	39
g. Publication du SDER et de la déclaration environnementale.....	40
4. <i>Les recours contre le SDER</i>	41
a. Les voies de recours contre le SDER	41
1) Le recours en annulation et en suspension devant le Conseil d'Etat.....	41
2) Le constat d'illégalité par une juridiction	43
b. Les moyens juridiques de contestation du SDER	44
B. LE SCHEMA DE STRUCTURE COMMUNAL	45
1. <i>La force juridique du SSC et les dérogations</i>	45
2. <i>Le contenu du SSC</i>	46
3. <i>La procédure d'adoption et de révision du SSC</i>	47
a. Etablissement d'un avant-projet de SSC	47
b. Adoption du projet de SSC.....	48
c. Enquête publique	48

d.	Enquête administrative	49
e.	Adoption du SSC.....	51
f.	Déclaration environnementale.....	51
g.	Contrôle du gouvernement	51
h.	Publication.....	52
4.	<i>Les recours contre le SSC.....</i>	52
C.	LE PLAN DE SECTEUR.....	53
1.	<i>La force juridique du plan de secteur et les dérogations.....</i>	53
a.	L'adoption d'un PCA dérogatoire	53
1)	La dérogation ne peut porter atteinte à l'économie générale du plan de secteur	54
2)	La dérogation doit être justifiée par des besoins sociaux, économiques, patrimoniaux ou environnementaux qui n'existaient pas au moment de l'adoption définitive du plan de secteur.....	54
3)	L'affectation qui résulte du plan communal d'aménagement dérogatoire doit répondre aux possibilités d'aménagement existantes de fait.....	55
b.	La dérogation au zonage des plans de secteur dans le cadre de l'octroi d'un permis	55
1)	Les différentes hypothèses de dérogation et leurs conditions spécifiques.....	55
-	Extraction ou valorisation de roches ornementales.....	57
-	Bâtiments existants non conformes à la destination de la zone	58
-	Règle du comblement	62
-	Projets d'intérêt régional.....	64
-	Poursuite d'activités autorisées avant le plan	65
2)	Les conditions générales.....	66
2.	<i>Le contenu du plan de secteur.....</i>	68
a.	La zone d'habitat.....	71
b.	La zone d'habitat à caractère rural.....	75
c.	La zone de services publics et d'équipements communautaires.....	75
d.	La zone de loisirs.....	76
e.	Les zones d'activité économique	77
1)	La zone d'activité économique mixte	77
2)	La zone d'activité économique industrielle.....	78
3)	Les zones d'activité économique spécifique	80
f.	La zone d'extraction	81
g.	La zone d'aménagement communal concerté.....	82
h.	La zone d'aménagement différé à caractère industriel.....	84
i.	La zone agricole.....	84
j.	La zone forestière	89
k.	La zone d'espaces verts.....	90

l.	La zone naturelle	90
m.	La zone de parc.....	91
n.	Les périmètres.....	92
3.	<i>La procédure d'adoption et de modification du plan de secteur.....</i>	<i>92</i>
a.	La procédure proprement dite.....	93
1)	Elaboration de l'avant-projet de plan de secteur.....	93
2)	Réalisation d'une étude d'incidences	94
3)	Adoption provisoire du projet de plan de secteur	95
4)	Enquête publique	96
5)	Consultation transfrontière	97
6)	Enquête administrative	97
7)	Adoption définitive du plan de secteur	99
8)	Déclaration environnementale.....	101
9)	Publication du plan de secteur, de l'avis de la CRAT et de la déclaration environnementale.....	101
b.	Les conditions de fond de la révision des plans de secteur	102
4.	<i>Les recours contre les plans de secteur.....</i>	<i>104</i>
a.	Les voies de recours contre les plans de secteur.....	104
1)	Le recours en annulation et en suspension devant le Conseil d'Etat.....	104
2)	Le constat d'illégalité par une juridiction	106
b.	Les moyens juridiques de contestation.....	106
D.	LE PLAN COMMUNAL D'AMENAGEMENT	108
1.	<i>La force juridique du PCA et les dérogations.....</i>	<i>108</i>
a.	La révision par le plan de secteur.....	109
b.	La dérogation au PCA dans le cadre de l'octroi des permis.....	110
2.	<i>Le contenu du PCA.....</i>	<i>111</i>
3.	<i>La procédure d'adoption et de modification du PCA</i>	<i>114</i>
a.	Procédure de principe	115
1)	Elaboration de l'avant-projet de PCA.....	115
2)	Réalisation d'un rapport sur les incidences environnementales.....	115
3)	Avis du fonctionnaire délégué.....	117
4)	Adoption provisoire du projet de PCA	117
5)	Enquête publique	117
6)	Consultation transfrontière	118
7)	Avis de la CCAT ou de la CRAT et, éventuellement, du CWEDD	118
8)	Adoption définitive du PCA	119
9)	Déclaration environnementale.....	120
10)	Approbation du PCA par le gouvernement.....	120
11)	Publication du PCA	121

b.	Adoption d'un PCA sur décision du gouvernement.....	122
c.	Modification des limites des lots par le collège communal.....	123
4.	<i>Les recours contre le PCA</i>	124
E.	LE REGLEMENT REGIONAL D'URBANISME.....	125
1.	<i>La force juridique du RRU et les dérogations</i>	125
2.	<i>Le contenu du RRU</i>	125
a.	Le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme	126
b.	Le règlement régional d'urbanisme relatif à l'isolation thermique et la ventilation des bâtiments.....	127
c.	Le règlement général sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite	127
d.	Le règlement général sur les bâtisses en site rural	128
e.	Le règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité	129
f.	Le règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud	130
3.	<i>La procédure d'adoption et de révision du RRU</i>	131
4.	<i>Les recours contre le RRU</i>	132
F.	LE REGLEMENT COMMUNAL D'URBANISME	133
1.	<i>La force juridique du RCU et les dérogations</i>	133
2.	<i>Le contenu du RCU</i>	134
3.	<i>La procédure d'adoption et de modification du RCU</i>	135
4.	<i>Les recours contre le RCU</i>	136
G.	LE RAPPORT URBANISTIQUE ET ENVIRONNEMENTAL.....	137
1.	<i>La force juridique du RUE et les dérogations</i>	137
2.	<i>Le contenu du RUE</i>	137
3.	<i>La procédure d'adoption du RUE</i>	138
a.	Elaboration du projet de RUE.....	138
b.	Enquête publique	139
c.	Enquête administrative	139
d.	Adoption du RUE	139
e.	Déclaration environnementale.....	139
f.	Approbation du RUE par le gouvernement	140
g.	Publication du RUE	141
4.	<i>Les recours contre le RUE</i>	141
H.	LA HIERARCHIE ENTRE LES INSTRUMENTS NORMATIFS A RESPECTER	142

I.	L'INDEMNISATION DES MOINS-VALUES D'URBANISME	148
1.	<i>Les conditions de l'indemnisation</i>	148
a.	Une interdiction de bâtir ou de lotir	148
b.	A l'origine de laquelle se situe un plan d'aménagement en vigueur	149
c.	Qui supprime l'usage auquel le bien était affecté.....	149
d.	Au jour précédant l'entrée en vigueur du plan.....	150
e.	Cette interdiction occasionnant un dommage certain, actuel et objectivement démontrable	150
f.	L'action en indemnisation étant intentée dans un certain délai et en respectant une formalité déterminée	151
g.	Et la demande d'indemnisation se situant en dehors des exceptions légales	151
2.	<i>Le montant de l'indemnité</i>	152

CHAPITRE 2 - LES PERMIS ET AUTORISATIONS

ADMINISTRATIVES

A.	LE PERMIS D'URBANISME.....	155
1.	<i>Les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme</i>	155
a.	Les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme par l'art.84, §1 ^{er}	155
1)	Construire ou placer une installation fixe (v. l'art.84, §1 ^{er} , 1 ^o , du CWATUP)	156
2)	Placer une enseigne ou un dispositif de publicité (v. art.84, §1 ^{er} , 2 ^o , du CWATUP).....	158
3)	Démolir une construction (v. art.84, §1 ^{er} , 3 ^o , du CWATUP).....	159
4)	Reconstruire (v. l'art.84, §1 ^{er} , 4 ^o , du CWATUP).....	160
5)	Transformer une construction existante (v. l'art.84, §1 ^{er} , 5 ^o , du CWATUP)	160
6)	Créer un nouveau logement (v. l'art.84, §1 ^{er} , 6 ^o , du CWATUP).....	161
7)	Modifier la destination de tout ou partie d'un bien (v. l'art.84, §1 ^{er} , 7 ^o , du CWATUP)	162
8)	Modifier sensiblement le relief du sol (v. l'art.84, §1 ^{er} , 8 ^o , du CWATUP).....	163
9)	Boiser (v. l'art.84, §1 ^{er} , 9 ^o , du CWATUP)	164
10)	Déboiser (v. l'art.84, §1 ^{er} , 9 ^o , du CWATUP)	164
11)	Abattre des arbres isolés à haute tige, plantés dans les zones d'espaces verts prévues par un plan en vigueur ou des arbres repris dans le périmètre d'un permis de lotir (v. l'art.84, §1 ^{er} , 10 ^o , du CWATUP).....	165
12)	Abattre ou modifier l'aspect d'un arbre ou d'une haie remarquable (v. l'art.84, 1 ^{er} , 11 ^o , du CWATUP).....	166

13)	Défricher ou modifier la végétation de zones particulières à protéger (v. l'art.84, §1er, 12°, du CWATUP).....	166
14)	Utiliser habituellement un terrain pour le dépôt de véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets (v. l'art.84, §1er, 13°, a, du CWATUP)	167
15)	Utiliser habituellement un terrain pour le placement d'installations mobiles (v. l'art.84, §1er, 13°, b, du CWATUP)	167
16)	Entreprendre ou laisser entreprendre des travaux de restauration relatifs à un bien protégé (v. l'art.84, §1er, 14°, du CWATUP).....	168
b.	Les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme par règlement d'urbanisme	169
c.	Les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, dispensés de l'avis du fonctionnaire délégué ou du recours à un architecte	169
2.	<i>La procédure d'obtention du permis d'urbanisme</i>	173
a.	Le dossier de demande	173
b.	L'évaluation des incidences sur l'environnement.....	177
1)	Le contenu de l'évaluation des incidences sur l'environnement	177
2)	La place de l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la procédure.....	178
3)	La détermination des projets soumis à étude d'incidences sur l'environnement.....	179
-	Les projets automatiquement et obligatoirement soumis à étude d'incidences sur l'environnement ...	179
-	Les autres projets.....	180
c.	La procédure et les délais	182
1)	Les quatre procédures de base	182
-	La procédure dans laquelle le collège communal statue sans avis du fonctionnaire délégué (art.107, §1er)	182
-	La procédure dans laquelle le collège communal statue sur avis du fonctionnaire délégué (art.107, §2)	189
-	La procédure dans laquelle le collège communal statue sur avis conforme du fonctionnaire délégué (art.109)	192
-	La procédure dans laquelle le fonctionnaire délégué ou le gouvernement statue seul (art.127)	194
2)	Le projet mixte et le permis unique	198
3)	Les aménagements de la procédure	199
-	La modification du dossier de demande en cours de procédure	199

	- La demande de dérogation	200
	- La protection du patrimoine.....	201
	- La modification à la voirie communale ou aux réseaux qui s'y rapportent	201
d.	La décision de l'autorité et son pouvoir d'appréciation.....	202
	- Les plans d'aménagement, les règlements d'urbanisme et le permis de lotir.....	202
	- Les circulaires ministérielles.....	204
	- Les schémas et autres documents de planification ou de programmation.....	205
	- La ligne de conduite et la directive administrative ..	205
	- Les avis des commissions et les résultats de l'enquête publique.....	206
	- Les objectifs de l'aménagement du territoire et le «bon aménagement des lieux»	207
	- L'évaluation des incidences sur l'environnement ...	208
	- La sécurité et la salubrité.....	208
	- L'alignement, les risques naturels et la voirie insuffisamment équipée	209
	- L'avis du fonctionnaire délégué.....	209
	- La forme de la décision de l'autorité.....	211
	- L'exigence de motivation formelle	211
e.	Les recours du demandeur	212
1)	Saisine du fonctionnaire délégué en cas d'absence de décision du collège communal dans les délais.....	212
2)	Le recours du demandeur en cas de décision défavorable en première instance.....	214
	- Les décisions susceptibles de recours	214
	- La procédure de recours.....	215
3)	Les recours contre la décision du ministre	219
	- Le recours en annulation devant le Conseil d'Etat ...	219
	- La demande de suspension devant le Conseil d'Etat.....	220
	- La demande de dommages et intérêts	222
3.	<i>Le contenu et les effets du permis d'urbanisme.....</i>	<i>223</i>
a.	Les conditions du permis d'urbanisme	223
b.	Les charges d'urbanisme.....	224
c.	Le phasage des travaux	225
d.	Le délai de péremption du permis d'urbanisme	225
e.	La durée de validité du permis d'urbanisme	229
f.	Les effets du permis d'urbanisme	232
g.	La modification du permis d'urbanisme.....	232
4.	<i>La mise en œuvre du permis d'urbanisme.....</i>	<i>233</i>
a.	L'affichage du permis d'urbanisme	233
b.	Le délai de suspension du permis d'urbanisme	233

c.	La déclaration de travaux en domaine public.....	234
d.	Le début des travaux.....	234
e.	L'exécution des travaux.....	235
f.	La déclaration de conformité des travaux au permis.....	235
5.	<i>Les recours des tiers contre le permis d'urbanisme.....</i>	<i>236</i>
a.	L'absence de recours administratif.....	236
b.	Le recours devant le Conseil d'Etat.....	236
c.	Le recours devant le tribunal de première instance.....	238
d.	Le recours devant le tribunal de commerce.....	239
e.	Le recours devant le tribunal correctionnel.....	239
B.	LE PERMIS DE LOTIR.....	240
1.	<i>Les divisions soumises à permis de lotir.....</i>	<i>240</i>
a.	La division d'un terrain.....	240
b.	en au moins deux lots non bâtis.....	240
c.	par la cession d'au moins un de ces lots.....	241
d.	et dans le but de construire sur ce lot une habitation, ou d'y placer une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation.....	242
2.	<i>Les divisions non soumises à permis de lotir : formalité à accomplir.....</i>	<i>243</i>
3.	<i>La procédure d'obtention du permis de lotir.....</i>	<i>244</i>
4.	<i>Le contenu et les effets du permis de lotir.....</i>	<i>246</i>
a.	Les conditions du permis de lotir.....	246
b.	Les charges d'urbanisme.....	246
c.	Le phasage des travaux.....	247
d.	Le délai de péremption du permis de lotir.....	247
e.	La durée de validité du permis de lotir.....	248
f.	Les effets du permis de lotir.....	248
g.	La modification du permis de lotir.....	250
1)	La procédure classique : la demande émanant d'un propriétaire de lot.....	250
2)	La décision du gouvernement : le plan communal d'aménagement.....	251
h.	Les prescriptions du permis de lotir.....	252
5.	<i>La mise en œuvre du permis de lotir.....</i>	<i>253</i>
6.	<i>Les recours des tiers contre le permis de lotir.....</i>	<i>253</i>
C.	LES DECLARATIONS IMPOSEES PAR LE CWATUP.....	254
1.	<i>La déclaration urbanistique dispensatoire de permis d'urbanisme.....</i>	<i>254</i>
2.	<i>La déclaration de travaux en domaine public.....</i>	<i>254</i>
3.	<i>La déclaration de conformité des travaux au permis.....</i>	<i>256</i>
D.	LES AUTRES CONTRAINTES ADMINISTRATIVES CONNEXES.....	257
1.	<i>Le permis d'environnement et le permis unique.....</i>	<i>257</i>
2.	<i>L'autorisation d'implantation commerciale.....</i>	<i>258</i>

3.	<i>Le certificat d'utilisation des boues d'épuration</i>	259
4.	<i>Le permis de recherche et de concession minière</i>	259
5.	<i>Le permis de valorisation de terril</i>	259
6.	<i>L'agrément de maison de repos</i>	260
7.	<i>L'autorisation d'usage de la dénomination d'établissement d'hébergement touristique</i>	260
8.	<i>Le permis de caravanage</i>	260
9.	<i>Le permis de location</i>	261
10.	<i>Autres autorisations et contraintes administratives</i>	261
CHAPITRE 3 - LES INFORMATIONS DISPONIBLES		263
A.	LES CERTIFICATS D'URBANISME	263
1.	<i>Le contenu des certificats d'urbanisme</i>	263
2.	<i>Les personnes susceptibles d'obtenir des certificats d'urbanisme</i>	265
3.	<i>La procédure d'obtention</i>	265
B.	LES AUTRES MODES D'INFORMATION IMPOSES A L'AUTORITE PAR LE CWATUP	267
C.	LA PUBLICITE OU TRANSPARENCE DE L'ADMINISTRATION	268
D.	LES ENQUETES PUBLIQUES	270
1.	<i>Les hypothèses d'enquêtes publiques et les éléments soumis à ces enquêtes</i>	270
a.	<i>Les projets d'instruments normatifs soumis à enquête publique</i>	270
b.	<i>Les demandes de permis soumises à enquête publique</i>	270
2.	<i>Les personnes susceptibles de participer aux enquêtes publiques</i>	272
3.	<i>La procédure d'enquête publique</i>	273
4.	<i>Les effets de l'enquête publique</i>	278
E.	LES RAPPORTS DU GOUVERNEMENT ET DES COLLEGES COMMUNAUX	279
F.	L'INFORMATION EMANANT DU NOTAIRE, DU VENDEUR OU DE SON MANDATAIRE EN CAS DE VENTE D'UN BIEN	280
1.	<i>L'obligation d'information dans le cadre de la publicité relative à la vente</i>	280
2.	<i>L'obligation d'information dans l'acte lui-même</i>	282
3.	<i>Les autres obligations d'information</i>	284
CHAPITRE 4 - LES PERSONNES ET ORGANES CONCERNES		285

A.	LE DEMANDEUR DE PERMIS.....	285
B.	L’AUTEUR DE PROJET.....	287
1.	<i>Le rôle de l’auteur de projet.....</i>	287
2.	<i>L’agrément de l’auteur de projet.....</i>	287
3.	<i>La responsabilité de l’auteur du projet.....</i>	288
C.	L’ARCHITECTE.....	289
1.	<i>L’intervention obligatoire et le port du titre d’architecte.....</i>	289
2.	<i>La responsabilité de l’architecte.....</i>	290
D.	LE NOTAIRE.....	293
1.	<i>L’intervention obligatoire du notaire.....</i>	293
2.	<i>La responsabilité du notaire.....</i>	293
E.	LE COLLEGE COMMUNAL.....	295
1.	<i>Le rôle du collège communal.....</i>	295
2.	<i>La responsabilité du collège communal.....</i>	296
F.	LE FONCTIONNAIRE DELEGUE.....	299
1.	<i>Le rôle du fonctionnaire délégué.....</i>	299
2.	<i>La désignation du fonctionnaire délégué.....</i>	299
3.	<i>La responsabilité du fonctionnaire délégué.....</i>	300
G.	LE GOUVERNEMENT.....	301
1.	<i>Le rôle du gouvernement.....</i>	301
2.	<i>La répartition des compétences au sein du gouvernement.....</i>	301
3.	<i>La responsabilité du gouvernement.....</i>	302
H.	LA COMMISSION CONSULTATIVE COMMUNALE D’AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.....	303
1.	<i>Le rôle de la CCAT.....</i>	303
2.	<i>La composition de la CCAT.....</i>	304
3.	<i>La responsabilité de la CCAT.....</i>	306
I.	LE CONSEILLER EN AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.....	307
J.	LA COMMISSION REGIONALE DE L’AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.....	308
1.	<i>Le rôle de la CRAT.....</i>	308
2.	<i>La composition de la CRAT.....</i>	309
3.	<i>La responsabilité de la CRAT.....</i>	309
K.	LA COMMISSION D’AVIS SUR LES RECOURS.....	310
1.	<i>Le rôle de la Commission d’avis sur les recours.....</i>	310
2.	<i>La composition de la commission d’avis sur les recours.....</i>	311
3.	<i>La responsabilité de la commission d’avis sur les recours.....</i>	311
L.	LES MAISONS DE L’URBANISME.....	312
1.	<i>Le rôle des maisons de l’urbanisme.....</i>	312
2.	<i>La composition des maisons de l’urbanisme.....</i>	312

3.	<i>La responsabilité des maisons de l'urbanisme</i>	312
M.	LA CONFERENCE PERMANENTE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	314
1.	<i>Le rôle de la CPDT</i>	314
2.	<i>La composition de la CPDT</i>	314
3.	<i>La responsabilité de la CPDT</i>	315
N.	LE CONSEIL WALLON DE L'ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE	316
1.	<i>Le rôle du CWEDD</i>	316
2.	<i>La composition du CWEDD</i>	316
3.	<i>La responsabilité du CWEDD</i>	317
O.	LES VOISINS.....	318
1.	<i>Les personnes concernées</i>	318
2.	<i>L'intervention et les possibilités d'action des voisins</i>	320
a.	L'enquête publique	320
b.	Les recours en cas d'illégalité des permis délivrés.....	320
c.	Les recours en l'absence de permis	324
CHAPITRE 5 - LES INFRACTIONS ET LES SANCTIONS.....		327
A.	LES ACTES PUNISSABLES.....	327
1.	<i>Les infractions instantanées ou continues</i>	327
2.	<i>Les différentes hypothèses d'infraction</i>	328
a.	Actes et travaux soumis à permis ou déclaration urbanistique et réalisés sans permis ou sans déclaration urbanistique (art.154, al.1 ^{er} , 1 ^o et 6 ^o)	328
b.	Actes et travaux soumis à déclaration de travaux en domaine public et réalisés sans cette déclaration (art.154, al.1 ^{er} , 7 ^o).....	328
c.	Actes et travaux soumis à permis et réalisés après la péremption du permis ou après l'expiration de sa durée de validité (art.154, al.1 ^{er} , 1 ^o et 2 ^o)	329
d.	Actes et travaux soumis à permis et réalisés après la suspension du permis (art.154, al.1 ^{er} , 1 ^o et 2 ^o).....	329
e.	Actes et travaux soumis à permis et réalisés en violation du contenu du permis (art.154, al.1 ^{er} , 4 ^o)	330
f.	Maintien des actes et travaux soumis à permis, déclaration urbanistique ou déclaration de travaux en domaine public et réalisés sans permis, sans déclaration urbanistique ou sans déclaration de travaux en domaine public (art.154, al.1 ^{er} , 3 ^o , 6 ^o et 7 ^o).....	330
g.	Maintien d'actes et travaux soumis à permis et réalisés en violation du contenu du permis (art.154, al.1 ^{er} , 4 ^o)	331

h.	Violation d'un plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement ou d'un règlement d'urbanisme (art.154, al.1 ^{er} , 4 ^o)	331
i.	Réalisation non conforme de la publicité de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme (art.154, al.1 ^{er} , 4 ^o)...	332
j.	Absence de publicité du permis (art.154, al.1 ^{er} , 5 ^o)	333
k.	Violation des dispositions relatives à la protection du patrimoine (art.154, al.1 ^{er} , 5 ^o)	333
B.	LES PERSONNES PUNISSABLES	334
1.	<i>L'auteur, le coauteur et le complice</i>	334
2.	<i>Le propriétaire</i>	334
3.	<i>Les professionnels de la construction</i>	335
C.	LA SURVEILLANCE ET LA RECHERCHE DES INFRACTIONS	336
1.	<i>La surveillance et la recherche passives</i>	336
2.	<i>La surveillance et la recherche actives</i>	336
a.	Les agents compétents.....	336
b.	Les modes de preuve.....	337
c.	Les modes de procéder	337
3.	<i>La déclaration de conformité des travaux au permis</i>	338
D.	LA PROCEDURE D'INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	339
1.	<i>L'ordre d'interruption</i>	339
a.	Les cas dans lesquels un ordre d'interruption peut être donné.....	339
b.	Les agents compétents.....	340
c.	Le contenu et les mesures accessoires de l'ordre d'interruption	340
d.	La forme de l'ordre d'interruption.....	340
e.	Les destinataires de l'ordre d'interruption.....	341
2.	<i>La confirmation de l'ordre d'interruption</i>	341
3.	<i>Le recours au président du tribunal de première instance</i>	342
a.	Le requérant devant le président du tribunal de première instance	342
b.	La procédure devant le président du tribunal de première instance	343
c.	Le pouvoir d'appréciation du président	344
d.	Le recours contre la décision du président.....	345
E.	LES MOYENS DE DEFENSE DU PREVENU DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL	346
1.	<i>Les vices de procédure</i>	346
2.	<i>La prescription de l'action publique</i>	346
3.	<i>L'élément moral de l'infraction</i>	347
a.	La bonne foi.....	347
b.	Les difficultés économiques	347
c.	Le fait du prince	348

d.	Les renseignements erronés	348
e.	L'obtention d'un permis.....	349
f.	La pratique constante de l'administration	349
g.	La tolérance des autorités	349
F.	LES SANCTIONS D'URBANISME.....	351
1.	<i>L'amende et l'emprisonnement</i>	351
a.	L'amende	351
b.	L'emprisonnement	351
c.	Le cas particulier des professionnels de la construction	352
2.	<i>Les mesures de réparation directe</i>	352
3.	<i>La réparation en nature, les dommages et intérêts et l'annulation du titre d'acquisition</i>	354
a.	La réparation en nature et les dommages et intérêts	354
b.	L'annulation du titre d'acquisition.....	356
4.	<i>La transaction et le permis de régularisation</i>	356
	ABREVIATIONS ET ACRONYMES USUELS EN DROIT DE L'URBANISME.....	359
	INDEX DES MOTS-CLES	365